

Candidature Mélenchon :

La « révolution citoyenne » contre la révolution prolétarienne

Un écho incontestable

Jean-Luc Mélenchon est le candidat du Front de Gauche à la prochaine élection présidentielle. Ce front s'est constitué avant les Européennes de juin 2009 où il a obtenu nationalement 6,5 % des votes exprimés (Jean-Luc Mélenchon a été à cette occasion élu député européen dans la circonscription du Sud-Ouest). Il a à nouveau présenté des listes lors des élections régionales de mars 2010 où il a obtenu nationalement 6,95 % des votes exprimés.

Le Front de Gauche est principalement constitué par le Parti de Gauche (PG), dont la création a été lancée en novembre 2008 par le sénateur Mélenchon et le député PS du Nord Etienne Dolez, et par le PCF. Des débris politiquement décomposés se sont par la suite agrégés comme la Gauche Unitaire issue du NPA, les néo-staliniens du PCOF et différentes personnalités des Verts.

Il ne fait aucun doute, même si la question l'irrite et même s'il proteste en invoquant un « coup bas » des dirigeants du PS, que le candidat fait l'objet d'une grande bienveillance de la part de la presse et de l'ensemble des radios et des télévisions depuis le mois de janvier. Régulièrement, Mélenchon fait les unes des journaux, des « 20 heures » et c'est toujours dans des termes suscitant la sympathie et l'intérêt des lecteurs et des auditeurs (par exemple « La brise de la Bastille » selon *Le Journal du Dimanche* du 18/03/2012 !) d'autant plus que l'intéressé manie savamment l'impertinence pour capter l'audience. Il serait celui qui, selon Jean-Pierre Raffarin, parle « vrai » et qui représente la continuité de la « gauche » face à Hollande. Il est véritablement propulsé par les médias. Les consignes viennent d'en haut. *Le Parisien* du 18/03/2012 rapporte : « Depuis quelques jours, le président sortant multiplie les clin d'œil et les mots doux à l'égard du candidat du Front de Gauche (...) « C'est un homme de tempérament et qui a une forme de talent » (...) « C'est la révélation de la campagne » juge *l'Elysée*, qui l'oppose à un François

Hollande « indolore » (...) « Le faire monter, c'est affaiblir Hollande » dit-on à l'UMP (...) *Consigne a donc été passée : on ne tape pas sur Mélenchon !* »).

Les sondages créditent le candidat d'un score entre 13 et 15 %, devant Marine Le Pen et François Bayrou. Au-delà des sondages, dont il convient de rappeler qu'ils sont manipulés par des agences au service de la bourgeoisie, il faut souligner l'affluence à ses meetings. Plusieurs milliers de personnes ont été rassemblées chaque fois à Villeurbanne, Nantes, Montpellier, Limoges par exemple. La marche pour la « prise » de la Bastille organisée le 18 mars 2012 a été pour Jean-Luc Mélenchon un véritable succès politique : probablement près de 100 000 personnes ont répondu à l'appel alors que les organisateurs en annonçaient 30 000. Le meeting tenu à Lille le 28 mars 2012 a rassemblé 15 000 participants tandis que près de 60 000 personnes ont été réunies à Toulouse le 5 avril 2012. Certes, le succès de ces meetings et de ces manifestations a été rendu possible par le plein engagement de l'appareil du PCF, d'une partie de celui de la CGT et, dans une moindre mesure, de celui de la FSU. Par ailleurs, la candidature Mélenchon a siphonné la majeure partie de l'électorat du NPA, provoquant au sein de ce parti une énième crise cocasse du fait de l'appel de certains de ses membres fondateurs à voter Jean-Luc Mélenchon.

Toutefois il n'en reste pas moins que sa candidature rencontre un écho incontestable parmi les ouvriers, les jeunes et l'ensemble du prolétariat, bien au-delà des franges traditionnellement influencées par le PCF et l'« extrême gauche », en particulier parmi l'électorat traditionnel du PS. Nombre de travailleurs et de jeunes rejettent le programme de son candidat, François Hollande, programme de prise en charge des intérêts du capital centré sur la « réduction des déficits » et « le remboursement de la dette ». Il faut par conséquent y revenir.

Comment satisfaire les revendications ?

Il est vrai que le candidat Jean-Luc Mélenchon se fait porteur de certaines revendications concrètes et réelles qui correspondent à des besoins immédiats du prolétariat et de la jeunesse, lesquels sont de plus en plus étranglés par la crise du mode de production capitaliste. Sur ce plan, il se distingue du candidat du PS François Hollande et il attire ainsi l'attention des masses. On peut citer, par exemple : le salaire minimum à 1700 €, le remboursement à 100 % des dépenses de santé, la titularisation de tous les précaires de la fonction publique, l'arrêt des suppressions de postes dans la fonction publique et l'abrogation de la RGPP, le droit à la retraite à taux plein à 60 ans (sans toutefois s'étendre sur la question de la durée des années de cotisation), le retour systématique au CDI, l'abrogation de la LRU, l'abrogation de toutes les lois affectant les principes de la loi de 1905 sur la laïcité... en termes édulcorés puisqu'il ne s'agit en aucun cas de la nationalisation de l'enseignement privé, etc.

Ce programme de revendications est couronné d'un slogan « *Prenez le pouvoir !* », slogan qui attire probablement l'attention de centaines de milliers de travailleurs qui sont à la recherche d'une perspective politique. Slogan par ailleurs douteux dans sa formulation : la question politique centrale à laquelle sont confrontés le prolétariat et la jeunesse c'est en effet que ce sont les partis, voire les syndicats, qui la représentent qui refusent de prendre le pouvoir pour constituer un gouvernement issu du front unique des organisations ouvrières, sans représentant de parti et d'organisation bourgeoise et s'engageant dans la voie de la rupture avec le capitalisme.

Mais la question de fond reste « *Quel pouvoir ?* ». En effet, quel gouvernement serait-il à même de satisfaire ces revendications, certes minimales au regard des besoins immenses des masses, telles que proposées par le candidat Mélenchon ? Il ne fait aucun doute que pour arracher de

telles revendications, le prolétariat et la jeunesse devraient affronter les gouvernements en place au service de la bourgeoisie et le patronat. Plus que jamais, dans le contexte des développements de la crise du mode de production

capitaliste, la satisfaction de ces revendications ne pourrait être réalisée que par un gouvernement s'en prenant réellement au capital et s'engageant dans la voie de son expropriation pour aller vers le socialisme.

La « révolution citoyenne »

Le Front de Gauche milite pour une constituante qui proclamerait une VI^e république. C'est ainsi qu'il prétend ouvrir une perspective politique sur la question du pouvoir, sans toutefois s'étendre sur la nature des gouvernements qui en résulteraient. Dans chacun de ses meetings, Jean-Luc Mélenchon en appelle à la « *révolution citoyenne* ». Selon le programme du Front de Gauche, la question centrale aujourd'hui est : « *Le problème est politique (...) tout comme la noblesse de 1789 ne pouvait rompre avec l'ancien régime, le capitalisme financier est incapable de sortir d'un système qui le gave de privilèges. Pour résoudre la crise, il faut reprendre le pouvoir (...), il faut que soient élus des dirigeants indépendants de l'oligarchie financière, et que le peuple, à la faveur d'un sixième république exerce le pouvoir pour de bon. Il faut une révolution citoyenne* ». Il est à noter que dans le programme du Front de Gauche « *L'humain d'abord* » le terme « *socialisme* » n'est pas employé une seule fois. La référence politique essentielle de Mélenchon est celle de la révolution bourgeoise de 1789. Sur ce plan, et sur ce plan uniquement, on peut lui accorder de revendiquer à juste titre une filiation avec Jean Jaurès.

A la classe ouvrière et au prolétariat, Mélenchon substitue « *le peuple* ». Aux ouvriers et aux prolétaires, il substitue les « *citoyens* » sans distinction de classe. Sur ce terrain, il enfourche la phraséologie réactionnaire développée en

particulier par le PCF depuis plusieurs années. Dans ses discours, Mélenchon se fend en permanence de références vibrantes à la « République », à la « Nation », à la « France » et à la « Patrie ». Les envolées lyriques du candidat Mélenchon en référence à la Commune de Paris, à Jules Vallès ou encore Louise Michel ne sauraient abuser les militants révolutionnaires. Mélenchon prétend incarner le « *socialisme historique* ». La perspective politique qu'il défend, celle d'une constituante fondatrice d'une VI^e république, prône en définitive un retour à une « saine » démocratie bourgeoise parlementaire et gomme plus de 150 ans de l'histoire du mouvement ouvrier. Celle du combat pour l'émancipation de la classe ouvrière par la prise du pouvoir qui s'étend historiquement de la fondation de la Ligue des Communistes (« *Les prolétaires n'ont pas de patrie* » proclamait le *Manifeste Communiste* en 1848) en passant par les première, deuxième, troisième et quatrième internationale. La « *révolution citoyenne* » participe du combat contre le programme de la révolution prolétarienne, c'est-à-dire du combat contre un gouvernement ouvrier œuvrant à la mobilisation des masses pour le socialisme en instaurant le pouvoir de la classe ouvrière par la destruction de l'Etat bourgeois, l'instauration d'un Etat ouvrier et l'expropriation du capital.

Un sujet tabou : la propriété privée des moyens de production

Dans une interview au journal patronal Les Echos du 17/03/2012, Jean-Luc Mélenchon rassure les patrons : « Les investisseurs n'ont aucune raison d'avoir peur de mon programme ». Il poursuit : « Dans l'industrie manufacturière, la part du SMIC est résiduelle. Et mon programme va relancer l'activité et redynamiser tout le tissu industriel (...) Dans mon programme, qui combine l'action de l'Etat et de forts amortisseurs sociaux, les entreprises y trouvent leur compte car il repose sur un élément de nature à la rassurer : la planification écologique qui donne une vision à long terme, permet d'organiser la production et l'investissement ».

En effet, les « investisseurs », c'est-à-dire les patrons, n'ont rien à craindre du candidat Mélenchon. En permanence, il se pose en défenseur acharné du « produire français ». Il n'a d'égal sur ce terrain que le PCF et les dirigeants de la CGT, et même de la CGT-FO. Au nom de la lutte contre la « suprématie » du capital financier, il s'érige en défenseur du « bon vieux » capital industriel et en particulier des PME. Sans entrer dans des détails fastidieux, tout le programme proposé par le candidat du Front de Gauche consisterait, à la mise en œuvre d'un vaste plan de relance avec la constitution de « pôles public de l'industrie » sous l'égide de l'Etat, en réalité l'injection massive de subventions aux capitalistes. Il ne s'agit en aucun cas, par exemple, de l'expropriation des trusts du bâtiment et des travaux public (les Bouygues, Vinci, Eiffage, etc.) mais de constituer « un pôle public de la construction pour casser le monopole des majors du BTP ». Mélenchon, outre qu'il expose dans plusieurs interviews, que pour lui la propriété privée reste du domaine de la « vie

privée » comme la religion ou tout autre mode de vie, juge qu'une alliance est possible entre les travailleurs – pardon ! Le peuple - et les patrons qui veulent vraiment défendre l'industrie française. Ainsi, Mélenchon ne remet pas en cause le capitalisme mais propose de limiter ou de réguler l'influence du capital financier. Il faut noter que c'est en réalité une arnaque. Depuis le début du siècle, Lénine, dans son ouvrage « *L'impérialisme stade suprême du capitalisme* » démontre comment historiquement s'est opérée la fusion entre capital bancaire et capital industriel pour donner naissance au capital financier.

De leur côté, les banquiers peuvent dormir sur leurs deux oreilles. Bien entendu, Mélenchon ne propose en aucun cas l'expropriation des banques sans indemnité ni rachat mais la création, à nouveau, d'un « pôle financier public par la mise en réseau des institutions financières existantes (...), des banques et des assurances mutualistes dans le respect de leurs statuts et la nationalisation de (sic !) banques et de (sic !) compagnies d'assurance ». Pour Mélenchon et le Front de Gauche, il ne s'agit en aucun cas de se prononcer pour la dénonciation de la dette. Sur ce point, le programme du Front de Gauche indique : « Nous agissons pour le réaménagement négocié des dettes publiques, l'échelonnement des remboursements, la baisse des taux d'intérêts les concernant et leur annulation partielle. Nous exigerons des moratoires et des audits sous contrôle citoyen ». Il s'agit tout simplement d'une ligne de défense des intérêts des banques, sur l'orientation des plans de « renégociation » de la dette que cherche à mettre en œuvre le FMI, la BCE et l'Union

Européenne pour tenter de juguler la crise. Et pendant ce temps, dans ses meetings, Mélenchon salue avec enthousiasme la lutte des travailleurs grecs ! Il convient de noter que sur le fond, le candidat Mélenchon ne remet pas en cause l'Union Européenne et en particulier l'euro. Il propose ni plus ni moins d'aménager son fonctionnement en « démocratisant » ses institutions et en redéfinissant, par exemple, le rôle de la BCE. Il s'agit en réalité de la même

orientation que celle de Hollande : la renégociation des traités au sein de l'Union Européenne.

Comme les dirigeants de la CGT et de la CGT-FO, comme le PCF et le PS, pour Mélenchon, il ne s'agit en aucun cas de remettre en question le mode de production capitaliste et la propriété privée des moyens de production mais d'organiser le « partage des richesses » dans le cadre de la société bourgeoise.

La « citoyenneté » dans l'entreprise

Dans le respect de la propriété privée des moyens de production, le Front de Gauche entend inscrire dans la future constitution de nouveaux droits pour les « citoyens » dans l'entreprise. Il propose d'instaurer « des droits nouveaux dans l'entreprise (...) Le pouvoir économique ne sera plus entre les mains des seuls actionnaires, les salariés et leurs représentants seront appelés à participer aux choix d'investissement des entreprises (...) Nous instaurerons un droit de veto suspensif sur les licenciements et l'obligation d'examiner les contre-propositions présentés par les syndicats ». Il s'agit ni plus ni moins que de donner un nouvel élan à l'association capital-travail dans la lignée de la « participation » et du corporatisme dans la continuité du gaullisme.

Mais plus encore, le Front de Gauche veut « Encourager d'autres formes de propriété ». Il propose « des formes décentralisées de la propriété sociale. Il faut aussi systématiser le recours à l'économie sociale et solidaire (ESS) (...) Nous favoriserons la création de sociétés

coopératives d'intérêt collectif (SCIC) permettant d'associer salariés, usagers et collectivités territoriales dans des projets de développement local ». Dans ce cadre, le Front de Gauche indique : « Nous interdirons les licenciements boursiers ainsi que la distribution de dividendes pour les entreprises qui licencient. En cas de délocalisation ou de dépôt de bilan, nous instaurerons un droit des salariés à la reprise de leur entreprise sous forme de coopérative ». C'est le retour réactionnaire à l'autogestion. Dans la brochure « Les marxistes contre l'autogestion » (1973), Stéphane Just rappelait : « L'autogestion, c'est-à-dire l'atomisation de la classe ouvrière en parcelles d'entreprises, s'oppose, avant et après la prise du pouvoir, à la nécessité de l'organisation centralisée de la force politique de la classe ouvrière ».

Une version « relookée » de l'autogestion, c'est là l'un des aspects les plus réactionnaires du programme du Front de Gauche qui a complètement sa place à côté de la « révolution citoyenne ».

Un vrai « patriote »

A l'annonce de l'entrée en négociation exclusive de l'Inde avec Dassault pour l'achat de 126 avions Rafale, Mélenchon déclare « C'est bien que le Rafale trouve preneur à l'étranger, c'est le meilleur avion du monde. Pour quelqu'un comme moi qui prône le désarmement, c'est une bonne chose quand la France est forte » (Le Monde du 3 février 2012). Il est vrai que le domaine de l'industrie d'armement est l'un de ceux où le capitalisme français a réussi avec des groupes comme Dassault, Thalès et la Snecma, à garder certaines positions au plan mondial, bénéficiant, il faut le rappeler, du soutien financier et politique sans faille de l'Etat. Mélenchon défend le « produire français » même dans ce domaine et s'affiche comme défenseur des intérêts de l'impérialisme français dans le monde. En effet, sur l'antenne de France Inter, le 1^{er} février 2012 il déclarait « nous les Français, nous ne menaçons personne ni n'agressons personne ». Mélenchon ment effrontément. Il « oublie » que c'est la présence militaire des troupes françaises qui est le garant dans de nombreuses régions du monde de la préservation des intérêts de l'impérialisme français en maintenant des régimes politiques à sa solde.

Mélenchon « oublie » que l'impérialisme français s'est notamment engagé par deux fois dans la guerre contre l'Irak en 1991 et 2003, en Serbie en 1993, contre l'Afghanistan depuis 2001, contre la Yougoslavie en 1999 et contre la Libye en 2011, avec son soutien explicite dans ce dernier cas (un peu gêné dans l'affaire compte-tenu que l'un de ses modèles, Chavez, s'était proposé d'offrir l'asile à Kadhafi). Mélenchon « oublie », entre autres exemples, la présence militaire de l'impérialisme français en Afrique (Côte d'Ivoire, Centrafrique, Tchad, Rwanda où l'impérialisme

français porte en grande partie la responsabilité du « génocide » de 1994, etc.) assurant la survie de régimes corrompus contribuant à maintenir les peuples dans la surexploitation, la misère et l'oppression.

Quand Mélenchon évoque la patrie, il se réfère à la France métropolitaine et d'outre-mer. Il « oublie » qu'à la Réunion, les masses en révolte contre la vie chère, ont été durement réprimées par l'armée.

Patriote convaincu, Mélenchon condamne l'« anti-France ». Ses discours ou ses écrits sont dignes de ceux de Déroulède, à la limite de l'exaltation. Ainsi, dans son livre de 2010, *Qu'ils s'en aillent tous*, il écrit stigmatisant l'esprit anti-France : « Ce qui est anéanti, avec cet état d'esprit, ce n'est pas seulement le principe moral et politique du civisme. C'est le pays lui-même qui se dissout. La France se confond avec sa République. C'est son identité. Si nous renonçons à être citoyens, nous cessons d'être le peuple de cette Nation ».

Revendiquant une « France forte », Mélenchon se fait apôtre du militarisme de l'impérialisme français - « je ne suis pas d'accord pour que l'on désarme la France » dit-il - et de la défense de l'Etat bourgeois. Le programme du Front de Gauche proclame « Nous devons impérativement stopper la baisse des effectifs de la police et recruter ». Lors de l'affaire Merah, il s'est inscrit dans l'union nationale. Certes il n'a pas participé comme François Hollande, aux côtés de Sarkozy, Bayrou, Joly et Le Pen à la cérémonie rendant hommage aux militaires français. Mais il a déclaré sur Médiapart : « Je ne peux pas dire que les autres avaient tort d'être aux obsèques des militaires » et il a ajouté : « Il y a eu quelque chose de magnifique : le pays s'est bien tenu ».

Mélenchon revendique de représenter la continuité avec le « Socialisme historique ». Nous avons vu ce qu'il en est avec la « Révolution citoyenne ». Pour lui, la continuité avec le socialisme historique a été incarnée par Mitterrand, qu'il surnomme affectueusement « le vieux » et à qui il voue une admiration sans borne, et par l'Union de la gauche. Il se situe aussi dans cette continuité le gouvernement de la Gauche plurielle dirigé par Jospin, gouvernement dont il fût ministre délégué à l'enseignement professionnel de mars 2000 à mai 2002. Il faut rappeler que le gouvernement Jospin-Gayssot-Voynet-Schwartzenberg porta des coups décisifs contre les enseignants des lycées professionnels. C'est sous le ministère de Mélenchon que furent mis en application les décrets, contre lesquels s'étaient dressés massivement les enseignants de février à mars 2000. Ces décrets avec la *Charte* des lycées professionnels ont institué, en particulier, l'annualisation du temps de travail, la définition d'heures de service en heures d'enseignement « *ou leur équivalent* » et la possibilité pour les entreprises de rémunérer des enseignants qui seraient mis à leur disposition. Un premier cadre juridique était ainsi donné pour la mise en œuvre de la privatisation de l'enseignement professionnel. Rappelons, entre autres mesures réactionnaires, que le gouvernement Jospin fut à l'initiative du référendum sur le quinquennat qui renforce le caractère bonapartiste de la Ve république et que Mélenchon a appelé à adopter lors du congrès du PS de Grenoble en novembre 2000, de la préparation de l'offensive contre les retraites avec la création du COR, et qu'il a été celui qui a le plus privatisé sous la Ve république.

Le parcours de Mélenchon au sein du PS est celui d'un carriériste qui a cherché à masquer son opportunisme en prétendant combattre pour la construction d'un « courant gauche », en particulier avec la constitution de la Nouvelle Ecole Socialiste (NES) en 1988 avec Julien Dray, de la Gauche Socialiste (GS) avec Marie-Noëlle Lienemann et Julien Dray en 1991. En 2002, la GS se disloque, Julien Dray ayant décidé de rallier François Hollande et la majorité du PS, et Mélenchon fait bloc avec Henri Emmanuelli au sein du courant Nouveau Monde. En novembre 2005, il rejoint Laurent Fabius qui a été partisan du non au référendum sur le nouveau traité constitutionnel, au congrès du PS du Mans.

Jusqu'en 1995, Mélenchon sera l'un des relais (un « *petit soldat* » disent certains) de Mitterrand dont il soutiendra les plus basses manœuvres contre le PS, en particulier à partir de sa réélection en 1988 avec sa politique d'ouverture au centre. On peut se référer pour mémoire à quelques faits d'arme du prétendu représentant du « socialisme historique ». Au congrès de Rennes, en 1990, la NES approuve la nouvelle rédaction de la déclaration de principe du PS, adoptée en 1971, qui raye d'un trait de plume l'affirmation : « *Parce qu'ils sont des démocrates conséquents, les socialistes estiment qu'il ne peut exister de démocratie dans la société capitaliste. C'est en ce sens que le Parti Socialiste est un parti révolutionnaire.* ». Mélenchon et Dray soutiendront les initiatives de Mitterrand pour imposer au PS Bernard Tapie, l'une des figures de proue concrétisant l'ouverture au centre, en région PACA et à Marseille aux élections législatives de 1988, puis aux législatives de juin 1993 (Bernard Tapie fut nommé ministre de la ville dans le gouvernement Bérégovoy en avril 1992). En 1992, la GS se prononce fermement pour le vote pour le oui au référendum sur le traité de Maastricht. En mars 1993, la GS s'allie avec Rocard à la tête du PS, Rocard dont le programme est de refonder le PS et de le

transformer en « mouvement ». Mitterrand tolérera l'écart de son vote au Sénat en janvier 1991 contre la participation française à la première guerre du Golfe qui en réalité exprimait les réticences d'une fraction de la bourgeoisie. Pour les services rendus, Mitterrand saura renvoyer l'ascenseur : Mélenchon deviendra le plus jeune sénateur de France en septembre 1986, mandat qu'il occupera jusqu'en 2000 puis qu'il retrouvera en septembre 2004.

Après la disparition de Mitterrand, Mélenchon sera à la recherche d'un nouveau mentor. Il s'obstinera avec ténacité à faire reconnaître ses mérites par Lionel Jospin. Ces efforts se concrétiseront par sa nomination au gouvernement en 2000.

Pour en finir avec ce bref état du parcours du représentant autoproclamé du « Socialisme historique », Mélenchon est franc-maçon, entré au Grand Orient de France en 1983. L'une des questions politiques à laquelle fut confrontée la Troisième internationale a été l'infestation de sa section française par la franc-maçonnerie. L'exclusion des francs-maçons a pris le statut de « 22^e condition » pour l'adhésion d'un parti à la troisième internationale. La troisième internationale déclara l'incompatibilité absolue de l'adhésion à la l'internationale avec la franc-maçonnerie. Sur ce point, on peut se référer à Léon Trotsky qui écrivait en novembre 1922 « *Nous avons prononcé le mot : franc-maçonnerie. La franc-maçonnerie joue dans la vie politique française un rôle qui n'est pas mince. Elle n'est en somme qu'une contrefaçon petite-bourgeoise du catholicisme féodal par ses racines historiques. La République bourgeoise de France avançant tantôt son aile gauche, tantôt son aile droite, tantôt les deux à la fois, emploie dans un seul et même but soit le catholicisme authentique, ecclésiastique, déclaré, soit sa contrefaçon petite-bourgeoise, la franc-maçonnerie, où le rôle des cardinaux et des abbés est joué par des avocats, par des tripoteurs parlementaires, par des journalistes véreux, par des financiers juifs déjà bedonnants ou en passe de le devenir. La franc-maçonnerie, ayant baptisé le vin fort du catholicisme, et réduit, par économie petite-bourgeoise, la hiérarchie céleste au seul « Grand Architecte de l'Univers », a adapté en même temps à ses besoins quotidiens la terminologie démocratique : Fraternité, Humanité, Vérité, Équité, Vertu. La franc-maçonnerie est une partie non officielle, mais extrêmement importante, du régime bourgeois. Extérieurement, elle est apolitique, comme l'Eglise ; au fond, elle est contre-révolutionnaire comme elle. A l'exaspération des antagonismes de classes, elle oppose des formules mystiques sentimentales et morales, et les accompagne, comme l'Eglise, d'un rituel de Mi-Carême. Contrepoison impuissant, de par ses sources petites-bourgeoises contre la lutte de classe qui divise les hommes, la maçonnerie, comme tous les mouvements et organisations du même genre, devient elle-même un instrument incomparable de lutte de classe, entre les mains de la classe dominante contre les opprimés.* ».

Un dernier mot : comment prétendre incarner le « socialisme historique » en constituant un front avec les débris de l'appareil stalinien qui subsiste en France (malgré la

dislocation de la bureaucratie du Kremlin), c'est-à-dire le PCF, et l'influence que ce parti garde au sein, en particulier, de la CGT ?

Du PG au Front de Gauche

En 2004, Mélenchon s'engage pour le non au référendum sur le traité constitutionnel avec Laurent Fabius et Henri Emmanuelli. Malgré le vote interne au sein du PS pour le oui, il fait campagne à l'extérieur du parti pour le non avec le PCF, la LCR et la Confédération Paysanne de José Bové. Dans le même temps, il constitue en marge du PS l'association Pour la République Sociale (PRS) qui prépare en réalité sa rupture avec le PS et la constitution du Parti de Gauche (PG).

Sur les circonstances de la constitution du PG en novembre 2008 à la veille de la tenue du congrès de Reims, CPS n° 35 de janvier 2009 expliquait : « *Au soir du 6 novembre, Jean-Luc Mélenchon et Etienne Dolez ont annoncé qu'ils quittaient le PS pour constituer un nouveau parti, le Parti de la Gauche. Le 10 novembre, Mélenchon déclarait sur I-Télé : « Ségolène Royal a gagné. Elle a envoyé tous les autres au tapis, qui ne méritaient pas mieux. Je salue son opiniâtreté et son courage. Mes camarades n'ont pas l'air d'avoir compris ça. Ils croient qu'ils vont pouvoir la manipuler. Mais c'est un fait. Elle a gagné, et c'est autour d'elle que va se faire la synthèse. Le parti est à 80 % sur une ligne de centre gauche. Il faut admettre cette réalité ». Il ajoutait : « La vérité est que la gauche a perdu la moitié de ses effectifs. Dans les deux précédents congrès, elle pesait 40 %, la voilà réduite de moitié ». Par cette déclaration, Mélenchon votait Royal. Pour justifier son départ, Mélenchon explique que la gauche du PS est passée de 40 % à un peu moins de moitié, c'est-à-dire le score de la motion Hamon qu'il avait ralliée avec Dolez. Il s'agit d'un tour de passe-passe. En effet, Mélenchon se réfère au résultat des votes des motions pour le congrès du Mans en novembre 2005. Il additionne dans la « gauche » d'alors les scores des motions NPS de Montebourg, Peillon et Emmanuelli, et Rassembler à gauche conduite par Fabius. Quelle « gauche » en effet ! En réalité, l'initiative de Mélenchon et Dolez avait été préparée bien avant le 6 novembre. Les arguties sur l'affaiblissement de la gauche au sein PS ne servent qu'à tenter de masquer une manière en définitive honteuse de quitter le PS, honteuse en ce qu'elle cherche à interdire que soit tiré un bilan de leur propre activité durant des décennies au sein du PS et notamment au sein du gouvernement de la « gauche plurielle ».*

Sur le fond, le programme du Parti de Gauche ne se distingue pas de celui de Front de Gauche.

Face au gouvernement Sarkozy-Fillon, le PG s'est constamment aligné sur les positions des appareils syndicaux, en particulier celui de la CGT, dans leur refus de l'affronter. Ainsi, pendant le mouvement contre la « réforme » des retraites le PG déclarait, s'opposant comme la CGT au mot d'ordre de retrait de la contre-réforme : « *Nous avons été des millions à dire non à cette réforme des retraites, à demander, avec les syndicats, l'ouverture de négociations* ».

En 2008, le PG a constitué avec le PCF le Front de Gauche avant des élections européennes de juin 2009. L'accord a été reconduit pour les élections régionales de mars 2010. En juin 2011, un vote au sein du PCF a approuvé par 59,12 % des votants la candidature de Mélenchon. Cet accord peut être caractérisé comme un accord « gagnant-gagnant ». Le maigre PG, 800 adhérents au plus lors de sa constitution, avait ainsi l'occasion de s'appuyer sur l'appareil du PCF, encore influent via les positions qu'il conserve localement dans les municipalités et via son réseau maintenu au sein de la CGT, voire de la FSU, pour se déployer. De son côté, le PCF a saisi l'occasion de se refaire une santé au plan électoral après l'échec cuisant de Marie-Georges Buffet lors de l'élection présidentielle de 2007 (1,7 % des exprimés). Les néo-staliniens du PCF et de l'appareil de la CGT se sont engagés pleinement dans la campagne pour le candidat Mélenchon.

Le devenir du Front de Gauche reste incertain. Dans le cas d'une victoire de Hollande à l'élection présidentielle, une première confrontation en son sein aura lieu à l'occasion de la désignation des candidats aux élections législatives. Le PCF n'a pas abandonné la perspective de maintenir un groupe parlementaire à l'Assemblée nationale. De ce point de vue, il est disposé à passer localement toute sorte d'accord avec le PS au détriment du PG et du Front de Gauche. Déjà, pour préserver l'avenir, alors que Mélenchon affirme qu'il n'est pas question pour le PG de participer à un gouvernement « *autre que le sien* », Pierre Laurent déclare que le PCF « *ambitionne de gouverner* » (Le Monde du 10/03/2012). En marge de la campagne du Front de Gauche, Pierre Laurent reste en contact étroit avec François Hollande.

Contradictions

Malgré son programme, le candidat du Front de Gauche, suscitée, par un tour de passe-passe, habile bateleur, une attention incontestable au sein du prolétariat et de la jeunesse. Au-delà de son programme bourgeois et réactionnaire, il est perçu comme proposant une alternative possible à l'orientation de gestion de la crise au compte des capitalistes du candidat du PS, François Hollande. Après l'élection

présidentielle, en particulier si François Hollande en sortait vainqueur, le PG, et le Front de Gauche, si ce dernier existe encore, devront faire face à la contradiction entre les espoirs qu'ils ont éveillés et la réalité de leur programme qui, en aucun cas, ne se situe sur une orientation de rupture avec la bourgeoisie et le mode de production capitaliste.